

**EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE PLEUBIAN**

-----  
**Séance du 22 octobre 2020**  
-----

L'an deux mil vingt, le vingt-deux octobre, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de PLEUBIAN, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de Monsieur Loïc MAHÉ, Maire de PLEUBIAN.

**Etaient présents** : L.MAHÉ, G.LE BRIAND, V.CORLOUËR, F.TILLY, F.AMBERT, P.BOURGÈS, C.HAMON, M.LE GALL, M.KERGALL, J.GICQUEL, I.LE CORRE, M. MERLÉ, L.LE MOULLEC, N.MARCHOU, M.LE PARLOUËR, E.LE BRIAND, S.MOREAU

**Absents excusés** : R. BERTHOU procuration à G.LE BRIAND  
A.LE MORVAN procuration à M.LE PARLOUER

**Secrétaire** : F.AMBERT

**Assistait** : Michel LE JUNTER, Secrétaire Général,

|                           |  |                          |
|---------------------------|--|--------------------------|
| Membres de référence : 19 | Membres ayant pris part à la délibération : 19 | Membres en exercice : 19 |
|---------------------------|--|--------------------------|

**APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES DU 10 JUILLET, 25 JUILLET ET 21 AOUT 2020 (5.2)**

Le conseil municipal,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** les Procès-Verbaux des séances du 10/07/2020, du 25/07/2020 et du 21/08/2020,  
**CONSIDERANT** que ces Procès-Verbaux ont été transmis à chaque élu,

Le Maire interroge l'assemblée pour des observations éventuelles

- Après en avoir délibéré, à la majorité (3 abstentions, 1 vote contre) :
- **Adopte** le Procès-Verbal du 10/07/2020  
*Eugène LE BRIAND conteste la proposition concernant les commissaires suppléants en vue de constituer la commission communale des impôts directs, qui n'a pas été validée par la minorité en l'état).*

- Après en avoir délibéré, à l'unanimité :
- **Adopte** les Procès-Verbaux du 25/07/2020 et du 21/08/2020

**FINANCEMENT ECOLE ST GEORGES – CONTRAT D'ASSOCIATION (8.1)**

Le conseil municipal,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** la loi n°2020-791 du 26/07/2019 pour une école de la confiance,  
**VU** le contrat d'Association conclu entre l'Etat et l'Ecole St-Georges le 18/07/1991,  
**VU** le protocole d'accord conclu entre la commune et l'établissement scolaire le 17/09/1991,  
**VU** sa délibération en date du 26/04/1996 décidant de prendre en compte les élèves de maternelle,  
**VU** sa délibération en date du 18/07/2012 décidant d'aligner le forfait des élèves de maternelle sur celui des élèves de primaire,  
**CONSIDERANT** la nécessité d'appliquer les nouvelles dispositions légales résultant de la scolarité obligatoire à 3 ans,

- Après en avoir délibéré, à l'unanimité :
- **Décide** de participer, à compter de la rentrée scolaire de septembre 2020, au financement des frais de scolarité des enfants domiciliés à Pleubian ayant atteint 3 ans dans l'année civile.
  - **Décide** d'appliquer le coût moyen départemental d'un élève de maternelle du secteur public, soit pour l'année scolaire 2020-2021 (pour les élèves de 3 à 6 ans), 1 388.25 €, et de maintenir le montant fixé précédemment pour les élèves du primaire, soit 482.62 €.
  - **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal, article 6574.

### **SPECTACLES ÉCOLES (8.1)**

Le conseil municipal,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le courrier de LANNION TRÉGOR COMMUNAUTE, en date du 05/08/2020, proposant aux enfants des écoles élémentaires publiques et privées d'assister à un spectacle entre octobre 2020 et juin 2021,  
**CONSIDERANT** que cette initiative a pour objectif de permettre à chaque enfant d'assister au moins une fois dans l'année à une représentation artistique,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :  
 ✚ **Emet** un avis favorable à la participation financière communale de 4.50€ par enfant du primaire des écoles publique et privée.  
 ✚ **Dit que** la dépense sera imputée à l'article 6232 au budget communal 2021.

### **AMENAGEMENT DES CIMETIERES (8.3)**

Le conseil municipal,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code de la Commande Publique,  
**VU** le Décret n°2020-893 du 22/07/2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux dans le cadre des mesures liées à la pandémie,  
**CONSIDERANT** l'interdiction des produits phytosanitaires pour l'entretien des cimetières,  
**CONSIDERANT** la proposition de la commission 6 en date du 11/09/2020,

Après en avoir délibéré, à la majorité (1 vote contre – 1 abstention)  
 ✚ **Décide** d'enherber les cimetières (allées secondaires) et de confier les travaux à l'Atelier Protégé ESATCO de Minihy-Tréguier pour un montant de 22 347.60€ TTC.  
 ✚ **Décide** de réaliser un enrobé (hydrodécapé) dans les allées principales et de confier les travaux à l'entreprise EUROVIA pour un montant de 64 518.24 € TTC.  
 ✚ **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020, opération n°258 « CIMETIERES », article 2128 pour l'herbe et article 2315 pour l'enrobé.

### **RENFORCEMENT ECLAIRAGE PUBLIC A LA RESIDENCE DE LA PLAGES (8.3)**

Le conseil municipal,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le dossier de renforcement de l'éclairage public RESIDENCE DE LA PLAGES transmis par le SDE22,  
**CONSIDERANT** la nécessité de procéder aux travaux d'amélioration de l'éclairage de la voie interne du lotissement

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,  
 ✚ **Approuve** le projet d'extension de l'éclairage public (balisage de la voie) RESIDENCE DE LA PLAGES présenté par le Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor, pour un montant total estimatif T.T.C. de **5 460.00 € TTC** (coût total des travaux majoré de 8% de frais de maîtrise d'ingénierie).  
*« Notre commune ayant transféré la compétence éclairage public au Syndicat, ce dernier bénéficiera du F.C.T.V.A. (fonds de compensation de la T.V.A.) et percevra de notre commune une subvention d'équipement calculée selon les dispositions du règlement financier approuvé par le comité syndical du SDE 22 le 20 décembre 2019 d'un montant de 3 185.00 €. Montant calculé sur la base de la facture entreprise affectée du coefficient moyen du marché, augmentée de frais d'ingénierie au taux de 8% auquel se rapportera le dossier conformément au règlement du SDE22 ».*  
 ✚ **Dit que** la dépense sera imputée au budget « **RESIDENCE DE LA PLAGES** » article 605.

### **MARCHÉ AMÉNAGEMENT VRD BOURG DE L'ARMOR – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES – AVENANT N°2 (1.1)**

Le conseil municipal,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code de la Commande Publique,  
**VU** le marché public conclu avec l'entreprise EUROVIA le 12/06/2019,  
**VU** l'avenant n°1 au marché conclu le 10/12/2019,  
**CONSIDERANT** la nécessité de prévoir un avenant n°2 pour les travaux supplémentaires réalisés devant la supérette,  
**CONSIDERANT** les crédits inscrits au budget communal 2020 opération n°312 « Aménagement bourg de l'Armor ».

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** de conclure un avenant n°2, au marché conclu avec l'entreprise EUROVIA.  
Les travaux supplémentaires d'un montant de 2 680.90 € HT portent le montant du marché à :
- |  |                       |
|--|-----------------------|
| ▪ Montant marché initial :                     | 262 575.80 € HT       |
| ▪ Tranche optionnelle retenue (enrobé beige) : | 15 375.00 € HT        |
| ▪ Avenant n°1 :                                | 10 703.20 € HT        |
| ▪ Avenant n°2 :                                | 2 680.90 € HT         |
|  | 291 334.90 € HT       |
|  | Soit 349 601.88 € TTC |
- **Autorise** le Maire à signer l'avenant n°2 considéré ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.
- **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020 opération n°312 « Aménagement bourg de l'Armor » article 2315.

### **MARCHÉ AMÉNAGEMENT VOIRIE BOURG ET RUE DE L'ARMOR – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES – AVENANT N°1 (1.1)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** le marché conclu avec l'entreprise EUROVIA le 18/03/2019,

**VU** l'avenant n°1 validé en conseil municipal du 23/01/2020,

**CONSIDERANT** les travaux supplémentaires décidés en cours de chantier,

**CONSIDERANT** les crédits inscrits au budget communal 2020 opération n°307 « Aménagement rue de l'Armor ».

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** d'annuler l'avenant n°1, validé en conseil municipal du 23/01/2020 et de l'intégrer dans le présent avenant,
- **Décide** de conclure un avenant n°1, au marché conclu avec l'entreprise EUROVIA.  
Les travaux supplémentaires d'un montant de 49 719.40 € HT portent le montant du marché à :
- |  |                       |
|--|-----------------------|
| ▪ Montant marché initial :                     | 544 988.75 € HT       |
| ▪ Tranche optionnelle retenue (enrobé beige) : | 15 006.00 € HT        |
| ▪ Avenant n°1 :                                | 49 719.40 € HT        |
|  | 609 714.15 € HT       |
|  | Soit 731 656.98 € TTC |
- **Autorise** le Maire à signer l'avenant n°1 considéré ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.
- **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020 opération n°307 « Aménagement rue de l'Armor » article 2315.

### **TRAVAUX GENIE CIVIL ARROSAGE AUTOMATIQUE BOURG DE L'ARMOR (1.1)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**CONSIDERANT** l'intérêt de mettre en place un système d'arrosage automatique afin de réduire les interventions du service des espaces verts,

**VU** les propositions des entreprises EUROVIA et LE JOLU,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** de confier les travaux de génie civil à l'entreprise EUROVIA pour un montant de 20 701.55 € HT.
- **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020 opération n°312 « Aménagement bourg de l'Armor » article 2315.

### **ACQUISITION TERRAINS A SAINT-LAURENT (régularisation) (3.1)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, article L1111-1,

**VU** la demande de Mr COCHETEAU Maurice en date du 28/11/2019 demandant à la commune d'acquiescer une partie de sa parcelle cadastrée section D n°181, intégrée dans la voirie communale depuis très longtemps,

**CONSIDERANT** que cette parcelle D n°181, ainsi que celle contigüe D n°1476 sont partiellement intégrées dans la voie communale n°78,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **Décide** de faire l'acquisition de la parcelle cadastrée section D n°1638 (93 m<sup>2</sup>) à Mr Maurice COCHETEAU, la parcelle D n°1640 (6 m<sup>2</sup>) à Mr et Mme Pierre COUSIN, celles-ci étant intégrées à la VC 78.
- ✚ **Décide** d'appliquer les conditions habituelles :
  - 1€ symbolique
  - Frais (bornage – acte) à la charge de la commune
- ✚ **Confie** la rédaction de l'acte notarié à Maître LEURANGUER, notaire à PLEUBIAN.
- ✚ **Dit** que la dépense sera imputée au budget communal, opération n°215 « DIVERS TERRAINS » article 2111.

### **CESSION TERRAINS PAR LE CCAS (3.2)**

Le conseil municipal,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (article L2241-1),
- VU** la délibération du CCAS en date du 19/10/2020 décidant la cession de deux terrains à Mr et Mme HOUEE Alexis au lieu-dit Roch Alzy, et une parcelle située à Kerantour sur la commune de PLEUDANIEL, à Mr ANDRÉ Johan,
- VU** l'estimation des Domaines en cours,
- CONSIDERANT** l'intérêt pour le CCAS de vendre ces terrains agricoles,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- ✚ **Emet** un avis favorable à la décision du CCAS de vendre les parcelles cadastrées section B1440 (1 100 m<sup>2</sup>) et 1442 (1 935 m<sup>2</sup>) à Mr et Mme HOUEE Alexis pour un prix de 1 € le m<sup>2</sup>.
- ✚ **Emet** un avis favorable à la décision du CCAS de vendre la parcelle cadastrée section ZD n°3 (5 429 m<sup>2</sup>) située à PLEUDANIEL à Mr ANDRE Johan, au prix de 1.20 € le m<sup>2</sup>.

### **RESIDENCE DES PHARES – CESSION DE TERRAINS (3.2)**

Le conseil municipal,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** la loi de finances rectificative n°2010-237 du 09/03/2010,
- VU** l'instruction fiscale 31-9-10 du 29/12/2010,
- VU** sa délibération en date du 20/09/2019 fixant le prix de cession des terrains du lotissement « RESIDENCE DES PHARES » avec application de la TVA à la marge,
- VU** l'avis de France DOMAINE,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** la vente des lots suivants :
  - Lot 1, cadastré section A n°2517 à Mr Guillaume LURTON au prix de 65€ TTC/m<sup>2</sup>.
  - Lot 4, cadastré section A n°2520 à Mr Stéphane MOREL au prix de 65€ TTC/m<sup>2</sup>
  - Lot 7, cadastré section A n°2523 à Mr Sébastien JAMET au prix de 65€ TTC/m<sup>2</sup>
  - Lot 8, cadastré section A n°2524 à Mr et Mme RANNOUX Daniel (initialement le lot 7) au prix de 65€ TTC/m<sup>2</sup>

Aux conditions suivantes :

| N° du lot | Surface m <sup>2</sup> | Prix de vente HT/m <sup>2</sup> | Prix de vente TTC/m <sup>2</sup> | Prix de vente terrain HT | Montant TVA à la marge | Prix de vente TTC |
|-----------|------------------------|---------------------------------|----------------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------|
| 1         | 582                    | 55.86                           | 65.00                            | 32 513.22                | 5 316.78               | 37 830.00         |
| 4         | 340                    | 55.86                           | 65.00                            | 18 993.98                | 3 106.02               | 22 100.00         |
| 7         | 566                    | 55.86                           | 65.00                            | 31 619.38                | 5 170.62               | 36 790.00         |
| 8         | 506                    | 55.86                           | 65.00                            | 28 267.50                | 4 622.50               | 32 890.00         |

- **Dit que** les acquéreurs paieront une quote-part aux frais de dépôt des pièces,
- **Autorise** le Maire à signer tout acte et documents relatifs à ces ventes,
- **Dit que** la recette sera encaissée au budget annexe « RESIDENCE DES PHARES », article 7015.

### **REPLACEMENT VEHICULE UTILITAIRE (7.10)**

Le conseil municipal,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- CONSIDERANT** que le véhicule de marque IVECO DAILY, immatriculé 4199 WM 22, mis en service le 16/11/2000 est hors d'usage suite à un sinistre électrique,
- CONSIDERANT** l'expertise menée par le cabinet BCA lequel a conclu au versement d'une indemnité de 6 000 € HT, en contrepartie de la destruction du véhicule,
- CONSIDERANT** la nécessité de prévoir le remplacement de ce véhicule indispensable au service des espaces verts,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** d'accepter l'indemnité de la compagnie d'assurance PILLIOT et de céder le véhicule 4199 WM 22 pour destruction.
- **Décide** de rechercher un véhicule d'occasion pour un montant maximal de 25 000 € HT.
- **Dit que** l'indemnité de 6 000 € HT sera encaissée au budget communal 2020, la dépense de 25 000 € HT maximum imputée en section d'investissement opération n°240 « VEHICULES » article 2182, et les frais de carte grise en fonctionnement à l'article 6355.
- **Autorise** le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

### **REPLACEMENT PHOTOCOPIEURS (1.1)**

Le conseil municipal,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** le Code de la Commande Publique,

Le Maire informe le conseil municipal que le photocopieur de la Mairie et celui de l'école sont arrivés au terme de leurs contrats de maintenance (5 ans + 2 années).

Une consultation a été organisée auprès de 2 fournisseurs pour leur remplacement (KONICA MINOLTA et KODEN).

Après analyse l'offre économiquement la plus avantageuse est celle de la société KONICA MINOLTA pour :

- L'achat d'un photocopieur KONICA MINOLTA BiZhubC360i destiné à la mairie
- le transfert de l'appareil actuellement en mairie à l'école

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Décide** de confier la fourniture du photocopieur de la mairie à la Société KONICA MINOLTA pour un montant de 6 898.00 € HT (6 799€ + 99 € d'installation), avec un contrat de maintenance de 7 ans aux conditions suivantes :
    - Coût copie noir et blanc : 0.0034 € HT
    - Coût copie couleur : 0.034 € HT
  - **Transfert** du copieur de la mairie à l'école, avec un contrat de maintenance de 5 ans aux conditions suivantes :
    - Coût copie noir et blanc : 0.0042 € HT
    - Coût copie couleur : 0.042 € HT
- Avec des frais de reconnexion à hauteur de 159.00€ HT
- **Autorise** le Maire à signer les contrats à intervenir
  - **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020, opération 2401 « EQUIPEMENT ADMINISTRATIF » article 2183.

### **PERSONNEL COMMUNAL (4.1)**

Le conseil municipal,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
  - VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
  - VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
  - VU** sa délibération en date du 12/06/2020 arrêtant le tableau des effectifs du personnel communal au 01/07/2020,
- CONSIDERANT** que la réorganisation du service scolaire nécessite une modification mineure du temps de travail annuel de deux agents

Sur proposition du Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✚ **Fixe** le temps de travail de Hélène MOULIN, adjoint technique de 29.82 / 35<sup>ème</sup> à 29.80 / 35<sup>ème</sup> au 01/09/2020.
- ✚ **Fixe** le temps de travail de Corinne LE COAIL, ATSEM, de 28.17 / 35<sup>ème</sup> à 29.90 / 35<sup>ème</sup> au 01/09/2020.

### **DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET PRINCIPAL « LOCAUX PROFESSIONNELS » ET « COMMERCE ALIMENTAIRE » (7.1)**

Le conseil municipal,

- VU** l'instruction budgétaire et comptable M14,
- VU** le budget primitif 2020 adopté en séance du 28 février 2020,
- VU** la Décision Modificative n°1 suivante, proposée par le Maire, pour les budgets 2020 de la commune et les budgets annexes « LOCAUX PROFESSIONNELS » et « COMMERCE ALIMENTAIRE »

**BUDGET PRINCIPAL**  
**Fonctionnement**

|                 | Chapitres | Libellés                           | Crédits avant DM | DM 1        | Crédits après DM |
|-----------------|-----------|------------------------------------|------------------|-------------|------------------|
| <b>DEPENSES</b> | 011       | Charges à caractère général        | 596 900,00       | + 9 000,00  | 605 900,00       |
|                 | 012       | Charges de personnel               | 1 056 100,00     | + 5 000,00  | 1 061 100,00     |
|                 | 65        | Autres charges de gestion courante | 124 650,00       | + 6 000,00  | 130 650,00       |
|                 | 67        | Charges exceptionnelles            | 32 000,00        | + 47 000,00 | 79 000,00        |
|                 | Total     |                                    | 2 388 475,00     | + 67 000,00 | 2 455 475,00     |
| <b>RECETTES</b> | 013       | Atténuation de charges             | 5 000,00         | + 15 000,00 | 20 000,00        |
|                 | 73        | Impôts et taxes                    | 1 258 000,00     | + 12 000,00 | 1 270 000,00     |
|                 | 74        | Dotations et participations        | 913 000,00       | + 40 000,00 | 953 000,00       |
|                 | Total     |                                    | 2 388 475,00     | + 67 000,00 | 2 455 475,00     |

**Investissement**

|                 | Chapitres | Libellés                     | Crédits avant DM | DM 1        | Crédits après DM |
|-----------------|-----------|------------------------------|------------------|-------------|------------------|
| <b>DEPENSES</b> | 204       | Subventions d'équipement     | 81 000,00        | + 11 000,00 | 92 000,00        |
|                 | 21        | Immobilisations corporelles  | 165 811,84       | + 56 500,00 | 222 311,84       |
|                 | 23        | Immobilisations en cours     | 724 000,00       | - 42 000,00 | 682 000,00       |
|                 | Total     |                              | 2 672 000,00     | + 25 500,00 | 2 697 500,00     |
| <b>RECETTES</b> | 13        | Subventions d'investissement | 181 900,00       | + 8 500,00  | 190 400,00       |
|                 | 23        | Immobilisations en cours     | 0,00             | + 17 000,00 | 17 000,00        |
|                 | Total     |                              | 2 672 000,00     | + 25 500,00 | 2 697 500,00     |

**BUDGET ANNEXE LOCAUX PROFESSIONNELS**  
**Section d'investissement**

|                 | Chapitres | Libellés                     | Crédits avant DM | DM 1        | Crédits après DM |
|-----------------|-----------|------------------------------|------------------|-------------|------------------|
| <b>DEPENSES</b> | 23        | Immobilisations en cours     | 500 221.66       | + 20 000.00 | 520 221.66       |
| Total           |           |                              | 530 000.00       | + 20 000.00 | 550 000.00       |
| <b>RECETTES</b> | 13        | Subventions d'investissement | 80 000.00        | + 20 000.00 | 100 000.00       |
| Total           |           |                              | 530 000.00       | + 20 000.00 | 550 000.00       |

**BUDGET ANNEXE COMMERCE ALIMENTAIRE**  
**Fonctionnement**

|                 | Chapitres | Libellés                            | Crédits avant DM | DM 1        | Crédits après DM |
|-----------------|-----------|-------------------------------------|------------------|-------------|------------------|
| <b>DEPENSES</b> | 011       | Charges à caractère général         | 16 000.00        | - 9 000.00  | 7 000.00         |
|                 | 66        | Charges financières                 | 2 000.00         | - 1 100.00  | 900.00           |
|                 | Total     |                                     | 18 000.00        | - 10 100.00 | 7 900.00         |
| <b>RECETTES</b> | 042       | Immobilisations corporelles         | 15 000.00        | - 9 600.00  | 5 400.00         |
|                 | 75        | Autres produits de gestion courante | 1 250.00         | - 500.00    | 750.00           |
|                 | Total     |                                     | 18 000.00        | - 10 100.00 | 7 900.00         |

**Investissement**

|                 | Chapitres | Libellés                    | Crédits avant DM | DM 1       | Crédits après DM |
|-----------------|-----------|-----------------------------|------------------|------------|------------------|
| <b>DEPENSES</b> | 040       | Opération d'ordre           | 15 000.00        | - 9 600.00 | 5 400.00         |
|                 | 21        | Immobilisations corporelles | 172 500.00       | + 9 600.00 | 182 100.00       |
|                 | Total     |                             | 207 000.00       | 0          | 207 000.00       |

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Adopte** la Décision Modificative n°1 au budget 2020 proposée par le Maire, pour le budget principal et les budgets annexes « LOCAUX PROFESSIONNELS » et « COMMERCE ALIMENTAIRE »
- **Autorise** le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

### **INTERCOMMUNALITE – RAPPORT D'ACTIVITES 2019 DE LANNION TREGOR COMMUNAUTE (5.7)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L5211-39,

**VU** le rapport d'activités 2019 de Lannion Trégor Communauté transmis par son Président le 21/08/2020,

**CONSIDERANT** que ce rapport a été transmis à chaque élu,

Le Maire interroge l'assemblée pour des observations éventuelles

**CONSIDERANT** qu'aucune remarque n'est formulée,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✚ **Prend acte** du rapport.

### **SUBVENTION ASSOCIATION DES JEUNES SAPEURS-POMPIERS DU SILLON (7.5)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** sa délibération en date du 28/02/2020 attribuant les subventions pour l'exercice 2020,

**CONSIDERANT** la demande de la nouvelle association « JEUNES SAPEURS-POMPIERS DU SILLON », laquelle accueille des jeunes de 13 à 16 ans en formation,

**CONSIDERANT** l'intérêt que présente cette association pour la pérennité de Centre de Secours,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✚ **Décide** d'accorder une subvention de 850 € (350 € aide à la création + 500 € à titre exceptionnel)
- ✚ **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020 article 6574.

### **RESTAURATION MANOIR DU LAUNAY - SUBVENTION (7.5)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** sa délibération en date du 20/06/2018 décidant la réhabilitation du Manoir du Launay en 2 phases,

**VU** sa délibération en date du 21/03/2019 adoptant le DCE et décidant d'organiser une consultation pour la phase 1 des travaux.

**CONSIDERANT** que le projet phase 1 est éligible à la subvention d'Etat DETR,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✚ **Décide** de solliciter auprès des services de l'Etat, une subvention au titre de Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux, sur la base du coût estimatif des travaux soit : 294 950.95 € HT.
- ✚ **Prend acte** de la subvention exceptionnelle du Département pour un montant de 49 967 €.
- ✚ **Dit que** la subvention correspondante sera inscrite au budget communal opération n°311 « REHABILITATION MANOIR DU LAUNAY » article 1341.

### **ENQUETE PUBLIQUE CULTURES MARINES N°01/2020 (9.1)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du TREGOR GOËLO,

**VU** le dossier d'enquête publique n°01/2020 transmis par la DDTM22, le 21/07/2020,

**CONSIDERANT** les demandes relatives au domaine public maritime de la commune,

Après en avoir délibéré,

- **Emet** un avis favorable, à l'unanimité, à la demande n°PL20/0057 émanant de Mr THULOT Alexandre (déplacement d'un parc à huîtres de 10 030 m²).
- **Emet** un avis favorable, à l'unanimité, à la demande n°PL20/0039 émanant de Mr THULOT Alexandre (agrandissement d'un dépôt d'huîtres de 383 m²).
- **Emet** un avis favorable, à l'unanimité, à la demande n°PL20/0178 émanant de Mr AVRIL Yvan (régularisation cadastrale d'un dépôt d'huîtres de 1 950 m²).

L'ensemble de ces demandes sont situées dans le périmètre d'extension fixé par le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du TREGOR GOËLO, compatible avec le périmètre futur d'intervention du Conservatoire du Littoral, aux abords du Sillon, et respectent les secteurs d'implantation des zones de dépôts.

### **RENOVATION COUVERTURE SALLE DES FETES (1.1)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**CONSIDERANT** l'urgence à rénover la toiture de la salle des fêtes, laquelle présente en plusieurs endroits des fuites qui peuvent altérer l'isolation mise en place récemment par les services communaux, de même que le nouveau plafond suspendu,

**CONSIDERANT** la pluviométrie en cette période de l'année,

**CONSIDERANT** la disponibilité de l'entreprise Loïc DAVY de Pleubian,

Après en avoir délibéré, à la majorité (1 abstention) :

✚ **Décide** de confier les travaux de réfection de la toiture de la salle des fêtes à l'entreprise Loïc DAVY, disponible rapidement, pour un montant de 31 287.60 € HT.

✚ **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020, opération n°216 « REPARATION DIVERS BATIMENTS », article 2313.

### **SUBVENTION ASSOCIATION « LA POINTE DE LA PRESQU'ILE PLEUBIENNAISE » (7.5)**

Le conseil municipal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** sa délibération en date du 28/02/2020 attribuant les subventions pour l'exercice 2020,

**CONSIDERANT** la demande de la Présidente de l'association, pour le financement d'un déplacement à PARIS, dans le cadre de l'émission de télévision « LA FRANCE A UN INCROYABLE TALENT »,

**CONSIDERANT** le coût du déplacement (538 €) et le coup de projecteur pour la commune,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

✚ **Décide** d'accorder une subvention de 150 € à titre exceptionnel.

✚ **Dit que** la dépense sera imputée au budget communal 2020 article 6574.